



La Défense, le 20 avril 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Evolution du Conseil de surveillance de RTE

La délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), en date du 11 janvier 2018, a confirmé le maintien de la certification de RTE (Réseau de Transport d'Électricité) comme gestionnaire de réseau de transport neutre et indépendant.

A l'issue de sa séance du 19 avril, la nouvelle composition du Conseil de surveillance de RTE est la suivante :

- Xavier Girre, représentant des actionnaires, est nommé Président du Conseil de surveillance. Directeur Exécutif Groupe EDF en charge de la Direction Financière Groupe, Xavier Girre est diplômé de HEC, lauréat de l'I.E.P de Paris, ancien élève de l'ENA. Il a commencé sa carrière à la Cour des comptes.
- Marie-Anne Bacot, représentant de l'Etat, est inspectrice générale de l'administration du développement durable, coordinatrice de la section « mobilité transport » du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et membre du conseil d'administration de la RATP.
- Vincent Le Biez, directeur adjoint à l'Agence des Participations de l'Etat, représentant de l'Etat personne morale, est membre du comité des rémunérations et membre du Comité de supervision de l'économie et de l'audit.
- Christophe Carval, Directeur Exécutif Groupe en charge de la Direction des Ressources Humaines Groupe EDF, représentant des actionnaires, est nommé membre du Comité de rémunérations.
- Virginie Chapron du Jeu, représentant des actionnaires, Directrice des Finances du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations (Groupe CDC), est membre du Comité de supervision de l'économie et de l'audit.
- Catherine Mayenobe, représentant des actionnaires, Secrétaire générale du Groupe Caisse des Dépôts et Consignations (Groupe CDC), est Vice-Présidente du Conseil de surveillance.
- Nicolas Monnier, représentant des actionnaires, directeur du département des investissements non cotés de CNP Assurances, est président du comité des rémunérations.
- Marie-Hélène Poinssot, représentant des actionnaires, Présidente du Comité de supervision de l'économie et de l'audit, est Directrice coordination et suivi des filiales régulées, rattachée au secrétariat général d'EDF.

- Christophe Aime, élu du personnel parrainé par la CGT, membre du Comité de supervision de l'économie et de l'audit.
- Wilfried Denoizay, élu du personnel parrainé par la CFDT, membre du Comité de supervision de l'économie et de l'audit.
- Jean-Louis Dugay, élu du personnel parrainé par la CGC, membre du comité des rémunérations.
- Thierry Zehnder, élu du personnel parrainé par la CGT.

Le Conseil de Surveillance de RTE est composé de 12 membres (2 représentants l'Etat, 6 représentants des actionnaires, 4 représentants des salariés).

RTE est une filiale indépendante, dont le capital est détenu, via CTE (Co-entreprise de Transport d'Electricité), par EDF (50,1%), la Caisse des Dépôts et Consignations (29,9%) et CNP Assurances (20%).

RTE, Réseau de Transport d'Électricité, est une entreprise de service. Notre mission fondamentale est d'assurer à tous nos clients l'accès à une alimentation électrique économique, sûre et propre. RTE connecte ses clients par une infrastructure adaptée et leur fournit tous les outils et services qui leur permettent d'en tirer parti pour répondre à leurs besoins, dans un souci d'efficacité économique, de respect de l'environnement et de sécurité d'approvisionnement en énergie. À cet effet, RTE exploite, maintient et développe le réseau à haute et très haute tension. Il est le garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique. RTE achemine l'électricité entre les fournisseurs d'électricité (français et européens) et les consommateurs, qu'ils soient distributeurs d'électricité ou industriels directement raccordés au réseau de transport. 105 000 km de lignes comprises entre 63 000 et 400 000 volts et 50 lignes transfrontalières connectent le réseau français à 33 pays européens, offrant ainsi des opportunités d'échanges d'électricité essentiels pour l'optimisation économique du système électrique. RTE emploie 8 500 salariés.